



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER NATIONAL
MATLABOUL FAWZAINI DE TOUBA
(CHNMFT)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2012**

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier National Matlaboul Fawzaini de Touba (CHNMFT) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier National Matlaboul Fawzaini de Touba (CHNMFT) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) la Commission des Marchés du CNHMFT qui a siégé, pour statuer sur certains marchés était présidée par le Chef du Service Administratif et Financier qui n'est pas habilité à assurer la présidence d'une telle commission au regard des dispositions de l'article 2.d) de l'arrêté 12 786 du Ministre de l'Economie et des Finances, en date du 26 décembre 2012, pris en application de l'article 36.1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
- b) l'examen des dossiers de marchés nous a permis de constater que la Commission des Marchés n'a pas toujours respecté ses obligations d'information des soumissionnaires, notamment les candidats non retenus aux termes des procédures d'Appels d'offres. Nous rappelons que l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres est une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer; la mise en œuvre de cette prescription de l'article 83-3 du Code des Marchés Publics permet aux candidats d'exercer, éventuellement, leur droit de recours dans les délais prescrits par l'article 88 du CMP.
- c) l'examen de l'**appel d'offres N° 18/2012**, relatif à la sélection d'un prestataire pour assurer le service de **gardiennage du CHNMFT**, attribué à **CSSA** pour un montant de **29 736 000 F CFA TTC**, a permis de noter que l'évaluation des offres n'a pas été faite sur la base de spécifications techniques bien définies et de la capacité technique des candidats à exécuter le marché, mais s'est fondée plutôt sur l'unique comparaison des prix, en violation de l'article 59 du CMP. Nous précisons que pour les prestations de gardiennage, il est important de requérir dans le cahier des charges, la présentation, par les soumissionnaires, d'un mémoire technique précisant le mode d'exécution du marché. Ce mémoire technique devrait comprendre, une présentation de l'organisation et des équipes dédiées à l'exécution du marché, les moyens matériels et autres équipements dont sont dotés les agents de sécurité déployés sur le terrain, les moyens de communication interne des équipes, le mode de supervision des équipes, les modalités d'intervention en cas de difficultés.... Le choix du prestataire doit être effectué, au vu de la pondération de la valeur technique de l'offre et du prix proposé.
- d) nos travaux de contrôle relatifs à l'**appel d'offres N° 06** portant **acquisition de fournitures, de petits matériels et d'outillages de maintenance en 8 lots attribués à Adanson Distribution pour un montant total de 52 492 000 F CFA** nous ont permis de constater un écart de trente-sept (37) jours et de soixante-dix-huit jours (78) entre les dates d'attribution (deux procès verbaux d'attribution ont été établis) qui sont respectivement, le 21 août 2012 et le 02 octobre 2012 et la date d'ouverture des plis qui s'est déroulée le 15 mai 2012, en violation des dispositions de l'article 70 du CMP qui fixe un délai de 15 jours, entre ces deux étapes, sauf prorogation de 10 jours, après avis favorable de la DCMF..

En outre, en raison de ce délai anormalement long entre la date limite de dépôt des offres (le 15 mai 2012) et celle de la deuxième attribution (02 octobre 2012) du marché, cette attribution a été faite au-delà de la période de validité des offres qui était de 90 jours. Une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission aurait dû être adressée aux candidats car les marchés ne peuvent pas être attribués après la date limite de validité des offres. .

- e) la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix est marquée par des pratiques collusives; en effet, sur sept procédures de Demandes de Renseignements et de Prix déroulées par le CHNMFT, représentant une valeur estimée à 64 681 505 F CFA, trois (3) dont la valeur est estimée à 41 711 472 F CFA, sont entachées d'indices de collusion, en violation du principe de transparence édicté par le Code des Obligations de l'Administration dans son article 24. Cela représente 42,86% de l'échantillon-test en nombre et 64,49% en valeur. Ces pratiques collusives constituent des entorses à l'exigence de transparence des procédures consacrée, comme indiqué ci-avant, par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration auquel il convient de se conformer. Les trois DRP incriminées sont celles relatives respectivement, à l'installation de points d'eau attribuée QSSF pour un montant de 3 993 356 FCFA, aux travaux de construction et de réhabilitation attribués aux ETABLISSEMENTS AYSSA AK SADIO pour un montant de 24 782 366 F CFA, à la réalisation de travaux informatiques attribuée à GROUP BUSINESS HIGH TECH pour un montant de 12 935 750 F CFA.
- f) nous avons relevé pour la DRP relative à l'acquisition de splits (lot 1) et de climatiseurs (lot 2) attribuée respectivement à MATFORCE pour 4 455 400 F CFA et QSSF pour 5 522 400 F CFA, que la plupart des lettres d'invitation à soumissionner ne portent pas d'accusé de réception, attestant leur transmission effective à leurs destinataires supposés, seules deux lettres en portent notamment celle de QSSF et celle de MATFORCE qui est probablement arrivée en retard et n'a été ouverte que dans la procédure de relance du lot 1. Il n'est pas étonnant qu'une seule offre ait été reçue, si on se fie au procès verbal d'ouverture car ces deux entreprises ont été les seules à soumissionner.

Le lot N°1 relatif aux splits a fait l'objet de deux relances : une première du 05 juin 2012, en raison de la non consultation d'au moins cinq fournisseurs (une seule lettre d'invitation adressée à QSSF et non déchargée a été jointe au dossier), ce qui conforte notre doute sur la non transmission des lettres classées dans le dossier de marché, une seconde relance, pour cause de non-conformité de la seule offre reçue. En fait, MATFORCE avait bien fait une offre au 5 juin 2012 sur le lot N° 1 portant sur les Splits, laquelle offre pourtant paraphée par les membres de la Commission des Marchés, n'a pas été retracée dans le procès verbal d'ouverture pour des raisons inconnues.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 143 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par la Cellule de Passation des Marchés Centre Hospitalier National Matlaboul Fawzaïni de Touba. Ce rapport doit être élaboré par la Cellule de Passation des Marchés pour se conformer aux dispositions de l'article 143 du CMP. Le rapport annuel doit être bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante à cet effet, les actions de renforcement des capacités des acteurs menées en cours d'exercice ; il doit comporter un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.
- c) les procès verbaux d'ouverture des plis ne sont pas systématiquement transmis aux candidats, conformément aux prescriptions de l'article 67-4 du Code des Marchés Publics et aux règles de transparence édictées par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration.
- d) plusieurs marchés n'ont pas été soumis, par leurs titulaires, à la formalité de l'enregistrement, en vertu des dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts (exemple du marché relatif à l'acquisition de matériels informatiques) avant la mise en règlement des factures y relatives.
- e) nous avons constaté que sur la majeure partie des marchés passés par demande de renseignements et de prix, les lettres de consultation des candidats pressentis, les lettres de notification d'attribution provisoire et les lettres d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires. De ce fait, nous n'avons pas l'assurance de leur transmission effective à ces derniers.

- f) nous avons noté des insuffisances dans le classement et l'archivage des documents de passation des marchés pour nous permettre d'effectuer nos travaux de contrôle.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	8
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	10
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	24
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	26
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	28
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	37
2.1 Contexte de l'intervention	38
2.2 Objectifs de la mission	39
2.2.1 Objectifs généraux	39
2.2.2 Objectifs spécifiques	39
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	40
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	42
3 Approche méthodologique	43
3.1 Revue approfondie des textes de référence	44
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	46
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	47
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	48
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	49
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	50
4 Résultats des travaux	51
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	52
4.1.1 Commission des marchés	52
4.1.2 Cellule de passation des marchés	52
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	53
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	53
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	53
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	53
4.1.5 Rappel des seuils applicables au CHNMFT	53
4.2 Examen des marchés	54
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	54
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert	56
4.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint	71
4.2.4 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	76

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CHNMFT	Centre Hospitalier National Matlaboul Fawzaini de Touba
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AON N° 18-2012-FONCT/MSP/CHNMFT/2012 GARDIENNAGE (MARCHE DE CLIENTELE) - COMPAGNIE SENEGALAISE DE SECURITE ET D'ASSISTANCE (CSSA) - 29 736 000 F CFA TTC

Les modalités d'exécution des marchés de clientèle ont été mises en œuvre pour la réalisation des prestations objet de cet appel d'offres, alors que cette particularité n'avait pas été annoncée dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. Nous rappelons qu'outre cette précision qui doit figurer dans le règlement de la consultation, le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande, d'un marché de clientèle, d'un marché à tranches conditionnelles, quel qu'en soit le montant, est soumis à l'avis préalable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140. a) du CMP. La transmission du procès verbal d'ouverture des plis à l'unique soumissionnaire n'a pas été matérialisée dans le dossier en violation de l'article 67-4 du CMP.

Pour les prestations de gardiennage, il est important de requérir dans le cahier des charges, la présentation, par les soumissionnaires d'un mémoire ou offre technique précisant le mode d'exécution du marché. La notation de ce mémoire technique et sa pondération avec le prix proposé permettront de sélectionner le prestataire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Ce mémoire technique comprendra une présentation de l'organisation et des équipes dédiées à l'exécution du marché, les moyens matériels et autres équipements dont sont dotés les agents de sécurité, les moyens de communication interne des équipes, le mode de supervision des équipes, les modalités d'intervention en cas de difficultés.... Mis à part le DAO, le rapport d'évaluation, les pièces administratives et le contrat, aucun autre document n'a été joint au dossier pour nous permettre d'effectuer nos travaux de contrôle.

AON N° 13 FONCT/MSAS/CHNMFT/OCTOBRE 2012 FOURNITURE DE MATERIELS BIOMEDICAUX – DIMINTER - 25 480 840 F CFA HT/HD - TECHNOLOGIES SERVICES – 87 549 800 F CFA HT/HD

La transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'a pas été matérialisée dans le dossier en violation de l'article 67-4 du CMP.

Nous notons que le délai de la garantie de soumission de l'entreprise Nazounki Global Medical Network est fixé au 13 mars 2013 pour une durée de validité des offres prévue pour 118 jours à compter du 11 décembre 2012, date limite de dépôt des offres. Par conséquent, cette garantie a été déclarée non conforme à cause du délai de validité insuffisant. Cependant, au lieu d'éliminer l'offre à l'examen préliminaire,

stade où la garantie a été jugée non conforme, la commission a poursuivi l'examen détaillé en y incluant toujours l'offre de cette entreprise ci-avant citée pour le lot 1 en violation de l'article 44 du CMP.

Les critères de qualification ont été évalués pour tous les candidats dont les offres ont été jugées conformes alors que ces critères sont censés être évalués uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante (article 59 du CMP). C'est seulement si ce dernier ne remplit pas ces critères qu'ils sont examinés pour le second parmi les candidats dont les offres sont conformes est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat satisfait aux critères de qualification.

Le Comité Technique d'Evaluation, au terme de ses travaux d'analyse et d'évaluation des offres, a fait des propositions d'attribution aux candidats ayant présenté pour chaque lot, l'offre techniquement conforme et évaluée la moins disante. Ce faisant, le Comité Technique a outrepassé ses prérogatives qui se limitent à analyser, évaluer et classer les offres. Il appartiendra par la suite à la Commission des Marchés, d'examiner le rapport d'évaluation d'entériner ou non les conclusions de l'analyse et dans l'affirmative de formuler les propositions d'attribution à la Personne Responsable des Marchés conformément aux dispositions de l'article 83.2 du CMP.

L'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution n'a pas été joint au dossier (article 140.b) du CMP). Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus (article 83.3 du CMP), les avis d'attribution provisoire et définitive (article 85 du CMP), les lettres de notification d'attribution définitive et les documents liés à l'exécution et au règlement du marché n'ont pas été non plus versés au dossier.

Le contrat qui nous a été transmis pour le lot 1, n'est pas enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.

AON N° 08 FONCT/MSAS/CHNMFT/Juillet 2012 ACQUISITION D'UN VEHICULE PICK-UP DOUBLE CABINE TYPE 4X4 ET D'UNE BERLINE GRAND STANDING - CCBM INDUSTRIES – 29 800 000 F FA TTC

Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés pour la séance d'ouverture des plis ne figurent pas dans le dossier.

Les justificatifs de paiement des Dossiers d'Appels d'Offres acquis par les candidats potentiels du marché ne sont pas classés dans le dossier. Les noms des entreprises ayant retiré le DAO ne sont pas non plus indiqués dans le PV d'ouverture des plis. La précision de ce nombre de dossiers retirés est un indicateur important pour apprécier l'étendue de la publicité et les produits de la vente des dossiers d'appel d'offres.

Le candidat non retenu (QSSF) n'a pas été informé de l'attribution du marché et du rejet de son offre en violation de l'article 83.3 du CMP.

Le bordereau de livraison ni le PV de réception n'ont pas été mis à notre disposition pour savoir si le matériel a été livré et réceptionné ou non.

AO N°06-FONCT/MSP/CHNMFT/2012 POUR L'ACQUISITION DE FOURNITURES, PETITS MATERIELS ET OUTILLAGES DE MAINTENANCE - ADANSONIA DISTRIBUTION – 40 904 400 F CFA TTC

Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marché, n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion.

Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture pour nous permettre d'apprécier l'existence de conflit d'intérêts ou une incompatibilité sur les postes occupés.

Aucun reçu de versement de la somme de 30 000 F CFA qui a permis aux fournisseurs de disposer du DAO, n'a été versé au dossier. Ainsi, nous n'avons pas pu apprécier au regard des versements, l'impact de la diffusion de l'annonce surtout qu'il est établi dans le procès-verbal d'ouverture des plis que sept (07) offres ont été reçues.

Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Cette transmission est une exigence de l'article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer.

Dans le cadre du contrôle a priori, les justificatifs de la saisine de la DCMP sur le rapport d'analyse et le procès-verbal d'attribution n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 140 du CMP.

Un écart de trente-sept (37) jours et de soixante-dix-huit jours (78) a été constaté entre les dates d'attribution qui se sont tenues respectivement le 21 août 2012 et le 02 octobre 2012 et l'ouverture des plis qui s'est déroulée le 15 mai 2012 en violation des dispositions de l'article 70 du CMP qui fixe un délai de 15 jours entre ces deux étapes, sauf prorogation de 10 jours, après avis de la DCMP. Notons que la présence de ces deux procès-verbaux d'attribution n'a pas été accompagnée de motifs, nous rappelons que les correspondances avec la DCMP sur son avis sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution n'ont pas été jointes au dossier.

En outre, au regard de ce délai anormalement long, entre la date limite de dépôts des offres (le 15 mai 2012) et celle de la deuxième attribution (02 octobre 2012) du marché, nous notons que cette attribution a été faite au-delà de période de validité des offres qui était de 90 jours.

Ainsi, une demande de prorogation de la durée de validité des offres n'aurait pas été adressée aux candidats, en violation de l'article 64.4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés.

Un délai de 72 heures a été accordé aux soumissionnaires pour fournir les pièces administratives manquantes. Ceci est une violation des dispositions de l'article 44 du CMP qui dispose que les candidats ont jusqu'à l'attribution pour déposer les pièces administratives.

Aussi, pour toute pièce administrative transmise par les soumissionnaires, est apposé l'intitulé « fourni ». Notons que cela n'est pas adéquat car il ne nous donne pas la possibilité d'apprécier les dates de validité de ces pièces. Ceci est confirmé dans le rapport d'évaluation où l'offre du candidat EDK a été rejetée car n'ayant pas fourni de garantie de soumission pour les lots 1, 5, 6, 7 et 8 alors que cette information n'avait pas été clairement spécifiée dans le procès verbal d'ouverture des plis.

Le support de publication de l'attribution provisoire n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.

Il en est de même pour les lettres de notification d'attribution définitive et le support de publication d'attribution définitive qui n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 85 du CMP.

AO N° 19 FONCT/MSP/CHNMFT/2012 POUR LE SERVICE DE VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES – ETS KEBE KHEWEL - 21 948 000 F CFA TTC

L'avis d'appel d'offres, le DAO, les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution, l'avis de non objections de la DCMP, les lettres de notification d'attribution provisoire et définitive, les lettres d'information aux candidats non retenus, le support de l'avis d'attribution définitive, la fiche d'immatriculation et de notification du marché de la DCMP, le contrat ou l'acte d'engagement ne sont pas versés au dossier. Ainsi, ces documents n'ayant pas été mis à notre disposition, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation des marchés publics.

Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marché, n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des

marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion.

Il a été noté dans le rapport d'évaluation sur le tableau relatif au déroulement de l'appel d'offres que deux (02) entreprises ont retiré le DAO mais nous n'avons aucun justificatif émanant de la vente du DAO et pouvant attester de la matérialité financière ou gratuite du DAO.

Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Ceci est une exigence de l'article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer.

Dans le cadre du contrôle a priori, le justificatif de la saisine et l'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et le procès-verbal d'attribution n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 140 du CMP.

Le support de publication de l'attribution provisoire n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.

Il en est de même pour les lettres de notification d'attribution définitive et le support de publication d'attribution définitive qui n'ont pas été non plus classés au dossier en violation des dispositions de l'article 85 du CMP.

AOR N° 04 – FONCT/MSP/CHNMFT/2012 ACQUISITION DE DENREES ET PRODUITS ALIMENTAIRES DESTINES AU FONCTIONNEMENT DU CENTRE HOSPITALIER NATIONAL MATLABOUL FAMZAÏNI DE TOUBA (CHNMFT) – EGTF – Min 5 568 800 F CFA - Max 107 094 100 F CFA

L'autorisation du Service Régional des Marchés Publics, pour passer un AOR, n'a pas été classée dans le dossier (article 140.a) du CMP).

Les lettres d'invitation adressées aux candidats pressentis n'ont pas été classées dans le dossier.

Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP, en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP, à laquelle il faut se conformer notamment, en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions.

Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés, n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante

en ce qu'elle permet aux vérificateurs, d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées.

Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des offres aux soumissionnaires, n'est pas classé dans le dossier de passation (article 67-4 du CMP).

L'offre du candidat ADAN SONIA DISTRIBUTION a été admise pour examen détaillé, alors que sa garantie de soumission n'était pas valable, en violation de l'article 44.2 du CMP.

Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et d'abord pour le candidat classé premier dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié.

Les lettres de notification de l'attribution provisoire du marché, n'ont pas été classées dans le dossier, qui nous a été remis ; les lettres d'information des candidats non retenus des lots 1 et 2, du rejet de leurs offres, n'ont pas été non plus classées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel.

Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus et le support de publication de l'avis d'attribution provisoire n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP.

Le contrat du lot 3 « Poissons frais » n'a pas été versé dans le dossier.

Le contrat du lot 4 « Pain de farine de blé » n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CMP.

Les marchés ne comprennent que l'acte d'engagement, alors que la notification d'attribution, l'offre, les bordereaux des prix présentés par le titulaire, les CCAP, les CCAG, le bordereau des quantités, calendrier de livraison et le Cahier des Clauses Techniques font partie intégrante, de ces marchés.

Les contrats ne mentionnent ni de délai d'exécution, ni de pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP.

La lettre de notification de l'attribution définitive et le support de publication de l'avis d'attribution définitive n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP.

L'attestation d'existence de crédits est postérieure à la signature du contrat, en violation de l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché.

Les justificatifs d'exécution des marchés (bons de commande, bordereaux de livraison, PV de réception) et les justificatifs de paiement (factures, copies de chèque ou de virements bancaires) n'ont pas été classés dans le dossier.

DRP N005 TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION –ETS AYSSA AK SADIO - 24 782 366 F CFA TTC

Le cahier des charges est très sommaire et ne comporte pas de cadre de devis quantitatif estimatif ; ce faisant, les linéaires, les surfaces et les volumes figurant dans les factures pro forma varient d'un soumissionnaire à l'autre, rendant les offres difficilement comparables. Ceci dénote une insuffisante définition des besoins qui est le préalable à tout achat efficace.

Des visites individuelles ont été organisées avec les fournisseurs qui se sont rapprochés du Responsable des Services Techniques et de la Maintenance comme les y invitaient les lettres de saisine préalablement à la préparation et au dépôt de leurs offres. Il convient de planifier une visite groupée à une date indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner et de dresser, à l'issue de cette visite, un procès verbal de visite transmis à tous les candidats figurant dans la liste restreinte y compris ceux n'ayant pas assisté à la visite ; ceci assure une information équilibrée des candidats et participe de l'application des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats.

L'examen des offres a permis d'identifier des signes de collusion entre les fournisseurs Serigne Modou Ka, Millenium Corporation, Darou Salam Mbacké et Frères, Quincaillerie Sopey Serigne Fallou et les Ets Ayssa ak Sadio attributaire du marché.

Ce groupe d'entreprises qui est déjà impliqué dans la procédure de DRP portant sur les travaux de construction et de réhabilitation semble opérer de concert en couverture, à tour de rôle, de l'une d'entre elles dans des procédures de DRP non transparentes, en violation de l'article 24 du CMP.

Les pièces requises pour avoir accès aux marchés publics n'ont pas fait l'objet de vérification dans le procès verbal d'ouverture des plis.

Les lettres d'information des soumissionnaires non retenus, au terme de la procédure, n'ont pas été établies, en violation de l'article 78-2 du

CMP et de la circulaire 004 du PM.

DRP FOURNITURE DE SPLITS ET CLIMATISEURS – MATFORCE - 5 522 400 F CFA TTC – QSSF - 4 455 400 F CFA TTC

La dénomination sociale des entreprises consultées dans le cadre de cette procédure n'est pas renseignée dans les lettres d'invitation à soumissionner. Il s'agit d'une exigence de la circulaire N° 4 du PM portant instructions pour la mise en œuvre des procédures de DRP à laquelle il convient de se conformer.

La plupart des lettres d'invitation à soumissionner ne portent pas d'accusé de réception attestant leur transmission effective à leurs destinataires supposés, seules deux lettres en portent notamment celle de QSSF et celle de Matforce qui est probablement arrivée en retard et n'a été ouverte que dans la procédure de relance du lot 1. Il n'est pas étonnant qu'une seule offre ait été reçue si on se fie au procès verbal d'ouverture car ces entreprises ont été les seules à soumissionner.

Le lot 1 relatif aux splits a fait l'objet de deux relances : une première du 05 juin 2012 en raison de la non consultation d'au moins cinq fournisseurs (une seule lettre d'invitation adressée à QSSF et non déchargée a été jointe au dossier), ce qui conforte notre doute sur la non transmission des lettres classées dans le dossier de marché, une seconde relance pour cause de non-conformité de la seule offre reçue. En fait, MATFORCE avait bien fait une offre au 5 juin 2012 sur le lot N° 1 portant sur les Splits, laquelle offre pourtant paraphée par les membres de la Commission des Marchés, n'a pas été retracée dans le procès verbal d'ouverture pour des raisons inconnues mais a été finalement ouverte le 15 juin et le lot 1 lui a été attribué.

Le bordereau quantitatif joint aux lettres d'invitation ne fait pas la distinction entre le lot 1 relatif aux splits et le lot 2 qui concerne les climatiseurs.

Les lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires.

Les contrats n'ont pas été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI.

DRP ACQUISITION D'UN SEMI AUTOMATE D'HEMOSTASE – SSM - 2 832 000 F CFA TTC -- DRP FOURNITURE D'UN APPAREIL A EAU DISTILLEE – TECHNOLOGIES SERVICES - 2 583 103 F FA TTC

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas l'identité des candidats consultés dans le cadre de la procédure en cours en violation

de la circulaire 004 du PM du 31 mars 2009 ; lesdites lettres n'ont pas été déchargées pour apporter la preuve de leur transmission effective à leurs destinataires.

Nous notons que l'autorité contractante avait joint aux lettres d'invitations des candidats pressentis un descriptif très précis du matériel lié à l'hémostase requis. Cependant, aucun rapport technique permettant d'effectuer la comparaison des offres vis-à-vis des spécifications techniques demandées n'a été établie, le prix a été le critère déterminant dans le choix de l'offre de l'attributaire de ce marché en violation de l'article 59 du CMP. L'examen des offres vient conforter ce point car les soumissionnaires n'ont pas tous proposé les mêmes spécifications techniques que celles requises par l'Autorité Contractante, ceci est le cas du candidat DRP.

Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires. Nous n'avons pas la certitude que les candidats évincés ont bien reçu ces lettres qui leur permettraient d'exercer leur droit de recours en cas de désaccord avec la décision d'attribution prise par la commission des marchés. Il s'y ajoute que les dites lettres ne mentionnent pas le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué.

Le contrat qui nous a été transmis n'est pas enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.

Ce même contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.

Le contrat indique que la durée du marché s'étend sur l'exécution budgétaire 2012 au lieu de fixer un délai de livraison précis puisqu'il ne s'agit pas d'un marché à commande, qui servirait de point de départ de calcul des pénalités en cas de retard dans l'exécution du marché.

Aucune pièce relative à l'exécution et au règlement du marché n'a été versée au dossier.

DRP INSTALLATION DE POINTS D'EAU – QSSF - 3 993 356 F CFA TTC

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas l'identité des candidats consultés dans le cadre de la procédure en cours en violation de la circulaire 004 du PM du 31 mars 2009.

Le délai de préparation des offres de deux jours est très court pour un marché de travaux.

Un rapport technique a été joint au dossier. Nous avons noté que ce rapport fait allusion à des spécifications techniques auxquelles toutes les offres ont été conformes. Cependant, l'évaluation de ces dernières n'a été aucune fois relatée dans ce rapport en violation de l'article 59 du

CMP. S'y ajoute que ces spécifications techniques n'ont pas été portées à notre connaissance, le cahier de charges n'étant pas classé au dossier.

Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier.

L'examen des offres des candidats nous a permis de noter certaines similitudes sur ces dernières. En effet, la même faute est commise sur le mot « néonatalogie » qui est écrit « néonatalogie ». Tous les chiffres des prix unitaires et prix totaux sont collés, des sauts de lignes ont été faits aux mêmes endroits sur toutes les factures, les termes « prix unitaire et prix total » sont écrits avec une virgule « P, unitaire » et « P, total ». Nous avons constaté sur plusieurs DRP la récurrence de la consultation du même groupe d'entreprises et qui présentent à chaque fois des signes de collusion, ceci nous semble être une concurrence simulée.

En effet, toutes ces ressemblances soulevées au niveau des offres des candidats laissent entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs, ce qui constitue une entrave à l'esprit du CMP et au principe de la liberté d'accès à la concurrence étant donné que ces entreprises ont été consultées par l'autorité contractante.

Le contrat qui nous a été transmis n'est pas enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.

Aucune pièce relative à l'exécution et au règlement du marché n'a été versée au dossier.

DRP N° 04/FONCT/MSAS/CHNMFT/2012 REALISATION DE TRAVAUX INFORMATIQUES - GROUP BUSINESS HIGH TECH - 12 935 750 F CFA TTC

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas d'indications sur l'identité des candidats invités à participer à la consultation en violation de la circulaire 004 du PM du 31 mars 2009 ; lesdites lettres n'ont pas été déchargées pour apporter la preuve de leur transmission effective à leurs destinataires.

Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés, n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs, d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;

Deux PV de Réception Technique Définitive avec des dates différentes ont été joints au dossier. Dans le PV de réception technique définitive

du 03 octobre 2012, un membre de la commission de réception interne a signalé que les câbles qui mènent vers la cuisine et la kinésithérapie ne sont pas sécurisés et que cela n'a pas empêché aux membres de la commission de certifier que les travaux ont été exécutés dans les règles de l'art. Des signes de collusion ont été relevés dans les offres de Microbit et Groupe Alliance Télécom qui sont identiques sur la présentation sans aucune différence, seule l'en-tête a changé.

Le contrat n'est pas enregistré à la DGID, en violation de l'article 424.12 du CGI ;

Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.

DRP N° 06/FONCT/MSAS/CHNMFT/2012 Lot 1 : FOURNITURE DE MENUISERIE – QSSF - 5 778 750 F CFA TTC - Lot 2 : FOURNITURE DE MACONNERIE - ASSANE NDIAYE - 2 370 680 F CFA TTC

Le contrat n'est pas enregistré à la DGID, en violation de l'article 424.12 du CGI ;

Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.

Les lettres de notification d'attribution et de rejet des offres des candidats non retenus ne sont versées pas dans le dossier qui nous a été remis.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

APPELS D'OFFRES

Se conformer à l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché ;

Veiller au respect de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP, sur la mention obligatoire des clauses relatives au délai d'exécution et aux pénalités de retard dans le contrat ;

Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés, dans le PV d'ouverture des plis ;

Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés.

Se conformer à l'article 44.2 du CMP sur le rejet des offres, pour défaut de fourniture de garanties de soumission ;

Se conformer aux dispositions des articles 44, 140.b), du CMP.

Veiller à bien faire la distinction des critères de conformité qui sont examinés en amont et les critères de qualification qui se rapportent aux candidats et qui sont évalués ex post.

Se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats.

Se conformer aux dispositions de l'article 70 relatif au délai entre la séance d'ouverture et l'attribution.

Se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à la publicité de l'avis d'attribution provisoire.

Respecter les dispositions de l'article 140 du CMP relatif à l'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution.

Veiller au respect de l'article 85 du CMP sur la notification et la publication de l'attribution définitive.

Veiller au respect des dispositions de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats.

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP et de l'article 78.2 du CMP.

Veiller à une correcte définition des besoins en établissant le cadre de devis quantitatif estimatif.

Veiller à la transparence des procédures de passation des marchés et à l'égalité de traitement des candidats.

Se conformer aux dispositions des articles 13.7, 59, 133 du CMP.

Veiller à faire décharger par les destinataires les lettres d'invitation, de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus.

Soumettre les contrats aux formalités d'enregistrement conformément à l'article 424-12 du CGI.

Un procès verbal daté du 15 mai 2012 a été joint au dossier. En effet, il s'agit du procès verbal d'ouverture lié à la procédure qui avait été lancée au préalable et où la commission a constaté que cinq fournisseurs au moins n'avaient pas été sollicités simultanément, par écrit, conformément à l'article 78-2 du CMP et décide de relancer le marché. Néanmoins, l'autorité contractante aurait du informer les soumissionnaires du report de la date d'ouverture des plis et leur demander soit de proroger la durée de validité de leurs offres soit de faire une nouvelle proposition et envoyer des lettres d'invitation à d'autres fournisseurs pour élargir la concurrence conformément à l'article 78 du CMP et à la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de procédure de DRP.

Accorder un délai raisonnable aux candidats pressentis pour donner aux soumissionnaires le temps de bien préparer leurs offres.

Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP.

Bannir la collusion car cela restreint l'accès à la commande publique et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP.

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Déficiences dans le classement des documents de paiement
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
Se conformer au manuel de classement et d'archivage des documents de marchés élaboré par l'ARMP

Déficiences dans le classement des documents de paiement

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

Se conformer au manuel de classement et d'archivage des documents de marchés élaboré par l'ARMP

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON APPLICABLE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO N° 08	AO	AO	AO N° 18/2012
Nature	Acquisition d'un véhicule Pick up et d'une Berline en deux lots	Acquisition de fournitures d'électricité, de plomberie, de quincaillerie, d'outillages et petits matériels de maintenance en 8 lots (3 lots non attribués)	Vidange des fosses septiques	Gardiennage
Attributaires	CCBM	Adan Sonia Distribution	ETS KEBE KHEWEL	CSSA
Montants en F CFA TTC	29 800 000 F CFA TTC	52 492 000 F CFA TTC	21 948 000 F CFA TTC	29 736 000 F CFA TTC
Fonctions des membres de la CM non précisées dans le PVO		✓		
Non respect de l'article 39 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés	✓	✓	✓	
Violation de l'article 44 du CMP sur le défaut de fournir une garantie de soumission		✓		
Violation de l'article 64.4 de la directive N° 004/2005/CM/UEMOA sur la validité des offres		✓		
Violation de l'article 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats		✓	✓	✓
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai de 15 jours fixé entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché		✓		
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du	✓	✓	✓	

rejet de leurs offres				
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission	✓	✓	✓	
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification et l'avis de l'attribution définitive		✓	✓	
Violation de l'article 140 du CMP sur l'avis préalable de la DCMP		✓	✓	✓
Carence des critères définis pour l'évaluation				✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

Description	AOR Acquisition de denrées et produits alimentaires						AO N° 13 Fourniture de matériel médical		
Nature	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4	Lot 5	Lot 6	Lot 1 : Matériels de réanimation	Lot 2 : Matériels de stérilisation	Lot 3 : Matériels de laboratoire
Attributaires	EGTF						Diminter	Technologies	Services
Montants en F CFA							25 480 840 F CFA HT/HD	41 871 300 F CFA HT/HD	45 678 500 F CFA HT/HD
Confusion entre les critères de conformité et les critères de qualification							✓		
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires	✓								
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires	✓								
Non respect de l'article 39 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés	✓								
Violation de l'article 44 du CMP sur les	✓						✓		

pièces administratives		
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation	✓	✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats		✓
Violation de l'art 83.3 du CMP : Publicité de l'avis d'attribution provisoire	✓	
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission	✓	✓
Violation des articles 84 et 85 du CMP sur la signature, l'approbation, la notification des marchés	✓	✓
Violation de l'article 140 du CMP sur l'avis		✓

préalable de la DCMP		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)	✓	✓

Description	DRP N° 06		DRP	DRP	DRP	
Nature	Lot 1 : Acquisition de fournitures de menuiserie	Lot 2 : Acquisition de fournitures de maçonnerie	Appareil analyseur automatisé de coagulation CA-50	Appareil à eau distillée GLF	Lot 1 : Splits	Lot 2 : Climatiseurs
Attributaires	QSSF	Ets Assane Ndiaye	SSM	Technologies Services	Matforce	QSSF
Montants en F CFA TTC	5 778 750	2 370 680	2 832 000	2 583 103	5 522 400	4 455 400
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP			✓	✓	✓	
Lettres d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires			✓	✓	✓	
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires	✓		✓	✓		
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation			✓	✓		
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus				✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		✓	✓		
Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard	✓		✓	✓		
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats	✓		✓	✓	✓	

Description	DRP N° 04	DRP		DRP
Nature	Câblage réseau informatique	Lot 1 : Construction de cinq cantines et de trois bureaux pour la chirurgie	Lot 2 : Réaménagement de la salle d'accouchement et de réfection de treize cabines	Installation de points d'eau
Attributaires	Group Business High Tech			QSSF
Montants en F CFA TTC	12 935 750	17 844 556	6 365 510	3 993 356
Insuffisance dans la définition des besoins		✓		
Délai de préparation des offres trop court				✓
Fonctions des membres de la CM non précisées dans le PVO	✓			
Lettres d'invitation, de notification d'attribution et d'information aux candidats non déchargées par leurs destinataires	✓			
Carence du PV de réception	✓			
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓		✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires	✓			
Violation de l'article 24 du CMP sur l'augmentation ou la réduction des fournitures		✓		
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation				✓
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus		✓		
Non exhaustivité de l'archivage des		✓		

pièces de marchés			
Signes de collusion	✓	✓	✓
Non respect des articles 133 et 134 du CMP relatif aux pénalités pour retard	✓		
Violation de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats	✓	✓	✓

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuyons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours est organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous avons produit à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1^{er} février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;

- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier National Matlaboul Fawzaini de Touba pour apprécier la capacité de l'hôpital à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt qu'à prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité est examiné à ce niveau. Il porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) du CHNMFT, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

La décision N° 000521/MSP/CHNMFT/D prise à cet effet et portant reconduction de la Commission des Marchés (CM) du CHNMFT est datée du 21 mars 2012. L'examen de cette décision a permis de noter que la Présidence de la Commission des Marchés du CHNMFT est assurée par le Chef du Service Administratif et Financier, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 2.d) de l'arrêté N° 12 786 du Ministre de l'Economie et de Finances en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36.1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ci-avant mentionné.

Nous rappelons aussi qu'aux termes de l'article 2 de l'arrêté N° 12787 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.6 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés, la Commission des Marchés doit être constituée au plus tard le 5 janvier pour chaque exercice.

Il convient de signaler que la Commission des Marchés n'a pas respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures d'Appels d'offres. Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres doivent être établies conformément aux prescriptions de l'article 83-3 du Code des Marchés Publics.

Les procès verbaux d'ouverture des plis ne sont pas systématiquement transmis aux candidats conformément aux prescriptions de l'article 67-4 du Code des Marchés Publics et aux règles de transparence édictées par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration.

Plusieurs marchés n'ont pas été soumis, par leurs titulaires, à la formalité de l'enregistrement en vertu des dispositions de l'article 424-12 du Code Général des Impôts (exemple du marché relatif à l'acquisition de matériels informatiques).

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par décision N° 000522 du Ministère de la Santé en date du 21 mars 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35

du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** doivent être signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations doivent être transmises à la DCMP et à l'ARMP en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM.

Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du CHNMFT de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP et au modèle prescrit par l'ARMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Aux termes de l'article 6 du CMP, le CHNMFT doit publier avant la fin du mois de janvier 2012 un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de revue a priori de la DCMP. Nous notons que le support de publicité de cet avis ne nous a pas été transmis.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA DAGE DU CHNMFT

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CHNMFT sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CHNMFT EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

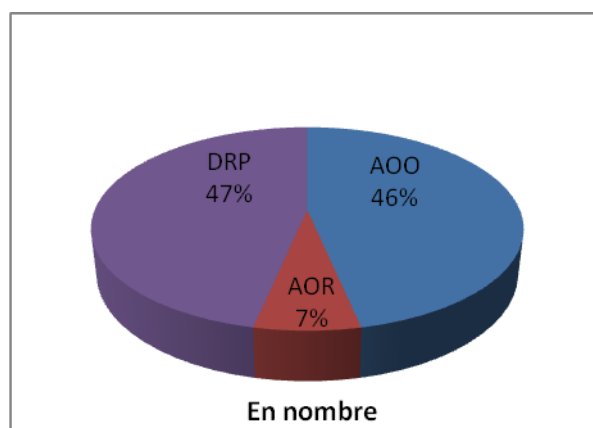
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

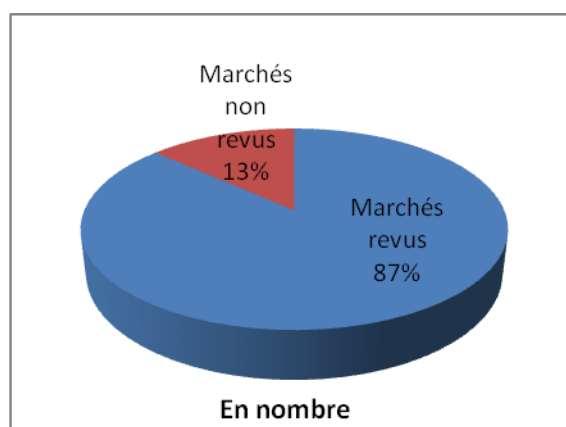
Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	7	2 640 76 742	5	247 006 640	71%	
Appel d'offres restreint (AOR)	1		1		100%	
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	7	64 681 505	7	64 681 505	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	15	341 424 145	13	311 688 145	87%	

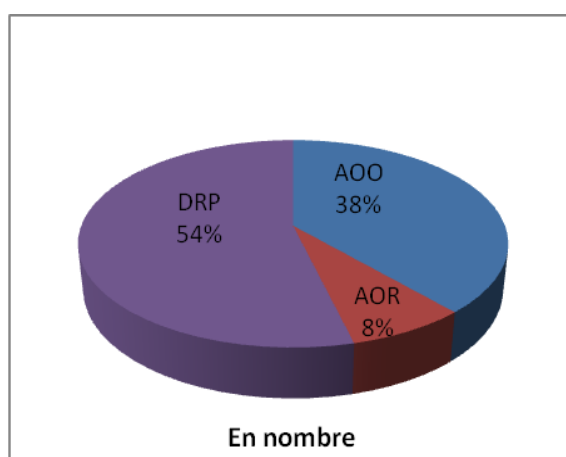
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

AON N° 18-2012-FONCT/MSP/CHNMFT/2012 GARDIENNAGE (MARCHE DE CLIENTELE)	
Date de publication de l'AGPM	31 janvier 2012 dans Le Soleil
Date d'avis de la DCMP sur le DAO	21 mai 2012 (lettre non transmise)
Date de publication de l'AO	03 juillet 2012 (support de publicité de l'avis non transmis)
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	07 août 2012
Délai de préparation des offres	30 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	09 août 2012
Date d'attribution	-
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	-
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de souscription	26 novembre 2012
Date d'approbation	03 décembre 2012
Date de notification d'attribution provisoire	26 décembre 2012
Date d'immatriculation	-
Date de notification du marché	04 février 2013
Date d'enregistrement du contrat	21 mai 2013
Date de publication de l'avis	-

d'attribution définitive	
Délai d'exécution	-
Coût estimé	30 000 000 F CFA TTC
Attributaire	Compagnie Sénégalaise de Sécurité et d'Assistance (CSSA)
Montant en F CFA TTC	29 736 000
Notification et publicité de l'attribution provisoire	-
Publicité de l'attribution définitive	-
Notification de l'attribution définitive	-
Non conformités	<p>Les modalités d'exécution des marchés de clientèle ont été mises en œuvre pour la réalisation des prestations objet de cet appel d'offres alors que cette particularité n'avait pas été annoncée dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. Nous rappelons qu'outre cette précision qui doit figurer dans le règlement de la consultation, le lancement d'une procédure de passation d'un marché à commande, d'un marché de clientèle, d'un marché à tranches conditionnelles, quel qu'en soit le montant, est soumis à l'avis préalable de la DCMP sur le Dossier d'Appel à la Concurrence, conformément aux dispositions de l'article 140. a) du CMP. La transmission du procès verbal d'ouverture des plis à l'unique soumissionnaire n'a pas été matérialisée dans le dossier en violation de l'article 67-4 du CMP.</p> <p>Pour les prestations de gardiennage, il est important de requérir dans le cahier des charges, la présentation, par les soumissionnaires d'un mémoire ou offre technique précisant le mode d'exécution du marché. La notation de ce mémoire technique et sa pondération avec le prix proposé permettront de sélectionner le prestataire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Ce mémoire technique comprendra une présentation de l'organisation et des équipes dédiées à l'exécution du marché, les moyens matériels et autres équipements dont sont dotés les agents de sécurité, les moyens de communication interne des équipes, le mode de supervision des équipes, les modalités d'intervention en cas de difficultés.... Mis à part le DAO, le rapport d'évaluation, les pièces administratives et le contrat, aucun autre document n'a été joint au dossier pour nous permettre d'effectuer nos travaux de contrôle.</p>

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 67-4 et 140.a) du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AON N° 13 FONCT/MSAS/CHNMFT/OCTOBRE 2012 FOURNITURE DE MATERIELS BIOMEDICAUX	
Date de publication de l'AGPM	31 JANVIER 2012 DANS LE SOLEIL
Date d'avis de la DCMP sur le DAO	23 octobre 2012 (Non transmis)
Date de publication de l'AO	09 novembre 2012 dans Le Soleil
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 décembre 2012
Délai de préparation des offres	31 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	28 mars 2013
Date d'attribution	28 mars 2013
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	-
Date de publication de l'attribution provisoire	08 avril 2013 dans Le Soleil (Non transmis)
Date de notification d'attribution provisoire	Lots 1, 2 et 3 : 15 avril 2013
Date d'information des candidats non retenus	-
Date de l'attestation d'existence de crédits	24 avril 2013
Date de souscription	Lots 1, 2 : 29 avril 2013
Date d'approbation	Lots 1, 2 et 3 : 02 mai 2013
Date de notification d'attribution définitive	-
Date d'immatriculation	Lot 1 : 07 mai 2013
Date de notification du marché	Lots 1, 2 et 3 : 07 mai 2013
Date d'enregistrement du contrat	Lots 2 et 3 : 04 octobre 2013
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	Lots 1, 2 et 3 : 30 jours après la date de notification du marché

Coût estimé			150 000 000 F CFA TTC
Attributaires	Diminter	Lot 1 : Matériels de réanimation	25 480 840 F CFA HT/HD
	Technologies Services	Lot 2 : Matériels de stérilisation	41 871 300 F CFA HT/HD
		Lot 3 : Matériels de laboratoire	45 678 500 F CFA HT/HD
Notification et publicité de l'attribution provisoire			-
Publicité de l'attribution définitive			Non transmis
Notification de l'attribution définitive			
Non conformités		<p>La transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'a pas été matérialisée dans le dossier en violation de l'article 67-4 du CMP.</p> <p>Nous notons que le délai de la garantie de soumission de l'entreprise Nazounki Global Medical Network est fixé au 13 mars 2013 pour une durée de validité des offres prévue pour 118 jours à compter du 11 décembre 2012, date limite de dépôt des offres. Par conséquent, cette garantie a été déclarée non conforme à cause du délai de validité insuffisant. Cependant, au lieu d'éliminer l'offre à l'examen préliminaire, stade où la garantie a été jugée non conforme, la commission a poursuivi l'examen détaillé en y incluant toujours l'offre de cette entreprise ci-avant citée pour le lot 1 en violation de l'article 44 du CMP.</p> <p>Les critères de qualification ont été évaluées pour tous les candidats dont les offres ont été jugées conformes alors que ces critères sont censés être évalués uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante (article 59 du CMP). Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second parmi les candidats dont les offres sont conformes est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié.</p>	

	<p>Le Comité Technique d'Evaluation, au terme de ses travaux d'analyse et d'évaluation des offres, a fait des propositions d'attribution aux candidats ayant présenté pour chaque lot, l'offre techniquement conforme et évaluée la moins disante. Ce faisant, le Comité Technique a outrepassé ses prérogatives qui se limitent à analyser, évaluer et classer les offres. Il appartiendrait par la suite à la Commission des Marchés, d'examiner le rapport d'évaluation d'entériner ou non les conclusions de l'analyse et dans l'affirmative de formuler les propositions d'attribution à la Personne Responsable des Marchés conformément aux dispositions de l'article 83.2 du CMP.. .</p> <p>L'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution n'a pas été joint au dossier (article 140.b) du CMP). Les lettres d'information adressées aux candidats non retenus (article 83.3 du CMP), les avis d'attribution provisoire et définitive (article 85 du CMP), les lettres de notification d'attribution définitive et les documents liés à l'exécution et au règlement du marché n'ont pas été non plus versés au dossier.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis pour le lot 1 n'est pas enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 44, 67-4, 140.b), 83.3 et 85 du CMP.</p> <p>Veiller à bien faire la distinction des critères de conformité qui sont examinés en amont et les critères de qualification qui se rapportent aux candidats et qui sont évalués ex post.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 424-12 du CGI sur l'enregistrement des contrats.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AON N° 08 FONCT/MSAS/CHNMFT/Juillet 2012 ACQUISTION D'UN VEHICULE PICK-UP DOUBLE CABINE TYPE 4X4 ET D'UNE BERLINE GRAND STANDING	
Date de publication de l'AGPM	Le Soleil N° 12503 du 31 janvier 2012
Date de publication de l'AO	-
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	18 septembre 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	jours
Date de convocation des membres de la commission des marchés	Non transmise
Période de validité des offres	90 jours à compter de la date limite de soumission
Garantie de soumission	Lot 1 Pick Up double cabine 437 500 F CFA Lot 2 Berline Grand Standing 300 000 F CFA
Date de l'évaluation technique	Non transmise
Date d'attribution provisoire	02 octobre 2012
Date de notification d'attribution provisoire	Non transmise
Date de publication de l'attribution provisoire	17 novembre 2012 dans « Le Soleil »
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non transmise
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	Non transmis
Date de souscription	26 novembre 2012
Date d'approbation	03 décembre 2012
Date d'immatriculation	10 janvier 2013
Date de notification du marché	10 janvier 2013
Date d'enregistrement du contrat	22 janvier 2013
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Non transmis
Délai d'exécution	Pour le Lot 1 au plus tôt Quinze (15) jours après la date de notification du marché et au plus tard Trente (30) jours après la

	<p>date de notification du marché.</p> <p>Pour le Lot 2 au plus tôt Quinze (15) jours après la date de notification du marché et au plus tard Trente (30) jours après la date de notification du marché.</p>
Attributaire	CCBM INDUSTRIES
Montant du marché en F CFA TTC	29 800 000
Examen du rapport d'évaluation des offres	Non transmis
Non conformités	<p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés pour la séance d'ouverture des plis ne figurent pas dans le dossier.</p> <p>Les justificatifs de paiement des Dossiers d'Appels d'Offres acquis par les candidats potentiels du marché ne sont pas classés dans le dossier. Les noms des entreprises ayant retiré le DAO ne sont pas non plus indiqués dans le PV d'ouverture des plis. La précision de ce nombre de dossiers retirés est un indicateur important pour apprécier l'étendue de la publicité et les produits de la vente des dossiers d'appel d'offres.</p> <p>Le candidat non retenu (QSSF) n'a pas été informé de l'attribution du marché et du rejet de son offre en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Le bordereau de livraison ni le PV de réception n'ont pas été mis à notre disposition pour savoir si le matériel a été livré et réceptionné ou non.</p> <p>Nous avons noté un écart de 99 600 F CFA sur le calcul de la TVA précomptée qui devrait être de 4 545 763 F CFA et non 4 446 162 F CFA.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 39 et 83.3 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

OO N°06-FONCT/MSP/CHNMFT/2012 POUR L'ACQUISITION DE FOURNITURES, PETITS MATERIELS ET OUTILLAGES DE MAINTENANCE	
Date de publication de l'AGPM	Le Soleil du 31 janvier 2012
Date de publication de l'AO	Le Soleil du 14 et 15 avril 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 15 mai 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	29 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	Le 01 octobre 2012
Date d'attribution	Deux procès-verbaux d'attribution ont été établis : - Le 21 août 2012 - Le 02 octobre 2012
Date de la notification d'attribution provisoire	23 octobre 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution	Non remis
Date de publication de l'attribution provisoire	Non remis
Date de souscription	Lots n° 1, 2, 6, 7 et 8 : 22 novembre 2012
Date d'approbation	Lots n° 1, 2, 6, 7 et 8 : 26 novembre 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	Le 31 décembre 2012
Date de notification du marché	Lots n° 1, 2, 6, 7 et 8 : 04 février 2013
Date d'immatriculation	Lots n° 1, 2, 6, 7 et 8 : 04 février 2013
Date d'enregistrement du contrat	Lots n° 1, 2, 6, 7 et 8 : 19 février 2013
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Le support de publication de l'avis d'attribution définitive n'a pas été versé dans le dossier.
Délai d'exécution	45 jours

Attributaire	ADANSONIA DISTRIBUTION	Lot N°1 : Electricité	21 182 500 F CFA TTC
		Lot N°2 : Plomberie	9 545 000 F CFA TTC
		Lot N°3 : Froid	Non attribués
		Lot N°4 : Menuiserie	
		Lot N°5 : Maçonnerie	
		Lot N°6 : Quincaillerie	7 395 000 F CFA TTC
		Lot N°7 : Peinture	1 494 500 F CFA TTC
		Lot N°8 : Petits matériels et outillages de maintenance	1 287 400 F CFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire		L'attribution provisoire des lots n°01, 02, 06, 07 et 08 a été notifiée le 23 octobre 2012 par lettre n°3098 MSAS/CHNMFT/DIR. Le support de publication de l'attribution provisoire n'est pas classé dans le dossier en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.	
Publicité de l'attribution définitive Notification de l'attribution définitive		La lettre d'attribution définitive, de même que le support de publication n'ont pas été versé au dossier en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.	
Non conformités	Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marché, n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion. Les fonctions des membres de la commission des marchés n'ont pas		

	<p>été précisées dans le procès-verbal d'ouverture pour nous permettre d'apprécier l'existence de conflit d'intérêts ou une incompatibilité sur les postes occupés.</p> <p>Aucun reçu de versement de la somme de 30 000 F CFA qui a permis aux fournisseurs de disposer du DAO, n'a été versé au dossier. Ainsi, nous n'avons pas pu apprécier au regard des versements, l'impact de la diffusion de l'annonce surtout qu'il est établi dans le procès-verbal d'ouverture des plis que sept (07) offres ont été reçues.</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Cette transmission est une exigence de l'article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Dans le cadre du contrôle a priori, les justificatifs de la saisine de la DCMP sur le rapport d'analyse et le procès-verbal d'attribution n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 140 du CMP.</p> <p>Un écart de trente-sept (37) jours et de soixante-dix-huit jours (78) a été constaté entre les dates d'attribution qui se sont tenues respectivement le 21 août 2012 et le 02 octobre 2012 et l'ouverture des plis qui s'est déroulée le 15 mai 2012 en violation des dispositions de l'article 70 du CMP qui fixe un délai de 15 jours entre ces deux étapes, sauf prorogation de 10 jours, après avis de la DCMP. Notons que la présence de ces deux procès-verbaux d'attribution n'a pas été accompagnée de motifs, nous rappelons que les correspondances avec la DCMP sur son avis sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution n'ont pas été jointes au dossier.</p> <p>En outre, au regard de ce délai anormalement long, entre la date limite de dépôts des offres (le 15 mai 2012) et celle de la deuxième attribution (02 octobre 2012) du marché, nous notons que cette attribution a été faite au-delà de période de validité des offres qui était de 90 jours.</p> <p>Ainsi, une demande de prorogation de la durée de validité des offres n'aurait pas été adressée aux candidats, en violation de l'article 64 .4 de la Directive 004/2005/CM/UEMOA portant procédure de passation des marchés.</p> <p>Un délai de 72 heures a été accordé aux soumissionnaires pour fournir les pièces administratives manquantes. Ceci est une violation des dispositions de l'article 44 du CMP qui dispose que les candidats ont</p>
--	--

	<p>jusqu'à l'attribution pour déposer les pièces administratives.</p> <p>Aussi, pour toute pièce administrative transmise par les soumissionnaires, est apposé l'intitulé « fourni ». Notons que cela n'est pas adéquat car il ne nous donne pas la possibilité d'apprécier les dates de validité de ces pièces. Ceci est confirmé dans le rapport d'évaluation où l'offre du candidat EDK a été rejetée car n'ayant pas fourni de garantie de soumission pour les lots 1, 5, 6, 7 et 8 alors que cette information n'avait pas été clairement spécifiée dans le procès verbal d'ouverture des plis.</p> <p>Le support de publication de l'attribution provisoire n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Il en est de même pour les lettres de notification d'attribution définitive et le support de publication d'attribution définitive qui n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 85 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 70 relatif au délai entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution et 83.3 du CMP relatif à la publicité de l'avis d'attribution provisoire.</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP sur la notification et la publication de l'attribution définitive.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AO N° 19 FONCT/MSP/CHNMFT/2012 POUR LE SERVICE DE VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES	
Date de publication de l'AGPM	Le 31 janvier 2012
Date de transmission du DAO à la DCMP	Non transmis
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	Le 21 mai 2012
Date de publication de l'AO	Le 03 juillet 2012 dans le journal Le Soleil (support non transmis)
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 07 août 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	34 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	
Date d'attribution	Le procès-verbal d'attribution ne nous a pas été transmis
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution	Non transmis
Date de publication de l'attribution provisoire	Non transmis
Date de l'attestation d'existence de crédits	Non transmis
Date de souscription	Non transmis
Date d'approbation	Non transmis
Date d'immatriculation	Non transmis
Date de notification du marché	Non transmis
Date d'enregistrement du contrat	Non transmis
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Non transmis
Délai d'exécution	-
Attributaire	ETS KEBE KHEWEL
Montant du marché en TTC	21 948 000 F CFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire	Pas jointe au dossier

<p>Publicité de l'attribution définitive</p> <p>Notification de l'attribution définitive</p>	<p>Le support de publicité de l'attribution définitive ainsi que la notification n'ont pas été joints au dossier.</p>
<p>Non conformités</p>	<p>L'avis d'appel d'offres, le DAO, les procès-verbaux d'ouverture et d'attribution, l'avis de non objections de la DCMP, les lettres de notification d'attribution provisoire et définitive, les lettres d'information aux candidats non retenus, le support de l'avis d'attribution définitive, la fiche d'immatriculation et de notification du marché de la DCMP, le contrat ou l'acte d'engagement ne sont pas versés au dossier. Ainsi, ces documents n'ayant pas été mis à notre disposition, nous ne sommes pas en mesure d'émettre une appréciation sur le respect de la procédure de passation des marchés publics.</p> <p>Les convocations des membres de la commission des marchés pour l'ouverture et l'attribution des différents lots du marché, n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 39 du CMP qui stipule que les convocations aux réunions des commissions des marchés sont adressées à ses membres au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion.</p> <p>Il a été noté dans le rapport d'évaluation sur le tableau relatif au déroulement de l'appel d'offres que deux (02) entreprises ont retiré le DAO mais nous n'avons aucun justificatif émanant de la vente du DAO et pouvant attester de la matérialité financière ou gratuite du DAO.</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Ceci est une exigence de l'article 67-4 du CMP à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Dans le cadre du contrôle a priori, le justificatif de la saisine et l'avis de la DCMP sur le rapport d'analyse et le procès-verbal d'attribution n'ont pas été joints au dossier en violation des dispositions de l'article 140 du CMP.</p> <p>Le support de publication de l'attribution provisoire n'a pas été joint au dossier en violation des dispositions de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Il en est de même pour les lettres de notification d'attribution définitive et le support de publication d'attribution définitive qui n'ont pas été non plus classés au dossier en violation des dispositions de l'article 85 du CMP.</p>

Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation des marchés tel que recommandé dans les manuels de procédure de l'ARMP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP relatif à la convocation des membres de la commission des marchés.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 67.4 du CMP relatif à la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux candidats.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 70 relatif au délai entre la séance d'ouverture et l'attribution</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP relatif à la publicité de l'avis d'attribution provisoire.</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive.</p> <p>Respecter les dispositions de l'article 140 du CMP relatif à l'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES RESTREINT

AOR N° 04 – FONCT/MSP/CHNMFT/2012 ACQUISITION DE DENREES ET PRODUITS ALIMENTAIRES DESTINES AU FONCTIONNEMENT DU CENTRE HOSPITALIER NATIONAL MATLABOUL FAMZAÏNI DE TOUBA (CHNMFT)			
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO		14 Septembre 2012	
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés		11 Octobre 2012	
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis		13 Novembre 2012	
Délai de préparation des offres		32 jours	
Durée de validité des offres		90 jours	
Date d'attribution provisoire		27 Novembre 2012	
Date de souscription		27 Février 2013	
Date de l'attestation d'existence de crédits		3 Mai 2013	
Date d'approbation		27 Février 2013	
Date d'immatriculation		21 Mai 2013	
Date de notification		21 Mai 2013	
Date d'enregistrement des contrats		Lots 1 et 2 : 18 Septembre 2013 Lots 5 et 6 : 3 Juillet 2013 Lots 3 et 4 : -	
Délai d'exécution		Lot 1, lot 2, lot 3, lot 5 et lot 5 : entre le 20 et le 27 de chaque mois ; Lot 4 : tous les jours	
Attributaire	EGTF	Lot 1 : Denrées alimentaires	Min : 2 125 200 et Max : 48 436 100
		Lot 2 : Viande fraîche	Min : 1 900 000 et Max : 19 970 000
		Lot 3 : Poisson frais	Min : 1 248 000 et Max : 23 244 000
		Lot 4 : Pain farine	Min : 200 et Max : 5 480 000

		de blé	
		Lot 5 : Poulets	Min: 240 000 et Max: 4 800 000
		Lot 6 : Légumes frais	Min: 55 400 et Max: 5 164 000
Notification et publicité de l'attribution provisoire	<p>-</p> <p>-</p>		
Publicité de l'attribution définitive	-		
Notification de l'attribution définitive	-		
Règlement	<p>Les documents de règlement des marchés (factures, ordres de paiement, ordres de virement ou copies de chèques) n'ont pas été classés dans le dossier, qui nous a été remis.</p>		
Non conformités	<p>L'autorisation du Service Régional des Marchés Publics, pour passer un AOR, n'a pas été classée dans le dossier (article 140.a) du CMP) ;</p> <p>Les lettres d'invitation adressées aux candidats pressentis n'ont pas été classées dans le dossier ;</p> <p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour se conformer aux instructions de l'ARMP, en matière de classement et d'archivage des documents de marché, ne nous ont pas été transmises. Il s'agit d'une disposition de l'article 39 du CMP, à laquelle il faut se conformer notamment, en veillant au respect du délai de cinq jours francs, entre la date de transmission de la convocation et la date de tenue des réunions ;</p> <p>Les fonctions exercées au sein de l'Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés, n'ont pas été précisées dans le procès-verbal d'ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu'elle permet aux vérificateurs, d'apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des offres aux soumissionnaires, n'est pas classé dans le dossier de passation (article 67-4 du CMP) ;</p>		

	<p>L'offre du candidat ADANSONIA DISTRIBUTION a été admise pour examen détaillé, alors que sa garantie de soumission n'était pas valable, en violation de l'article 44.2 du CMP ;</p> <p>Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et d'abord pour le candidat classé premier dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution provisoire du marché, n'ont pas été classées dans le dossier, qui nous a été remis ; les lettres d'information des candidats non retenus des lots 1 et 2, du rejet de leurs offres, n'ont pas été non plus classées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel ;</p> <p>Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus et le support de publication de l'avis d'attribution provisoire n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Le contrat du lot 3 « Poissons frais » n'a pas été versé dans le dossier ;</p> <p>Le contrat du lot 4 « Pain de farine de blé » n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CMP ;</p> <p>Les marchés ne comprennent que l'acte d'engagement, alors que la notification d'attribution, l'offre, les bordereaux des prix présentés par le titulaire, les CCAP, les CCAG, le bordereau des quantités, calendrier de livraison et le Cahier des Clauses Techniques font partie intégrante, de ces marchés ;</p> <p>Les contrats ne mentionnent ni de délai d'exécution, ni de pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution définitive et le support de</p>
--	---

	<p>publication de l'avis d'attribution définitive n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 85 du CMP;</p> <p>L'attestation d'existence de crédits est postérieure à la signature du contrat, en violation de l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché ;</p> <p>Les justificatifs d'exécution des marchés (bons de commande, bordereaux de livraison, PV de réception) et les justificatifs de paiement (factures, copies de chèque ou de virements bancaires) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés, dans le PV d'ouverture des plis ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 39 du CMP, sur les convocations des membres de la commission des marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 44.2 du CMP sur le rejet des offres, pour défaut de fourniture de garanties de soumission ;</p> <p>Se conformer à l'article 67.4 du CMP, sur l'établissement du PV d'ouverture des plis, séance tenante et sur la transmission de ce PV aux candidats ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus, la restitution de leurs garanties de soumission et la publication de l'attribution provisoire ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la notification et la publication de l'attribution définitive ;</p> <p>Se conformer à l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP, sur la mention obligatoire des clauses relatives au délai d'exécution et aux pénalités de retard dans le contrat ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de soumettre les contrats, à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N005 TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION	
Date de saisine des fournisseurs	25 septembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	9 octobre 2012
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	Pas de PV d'attribution
Délai d'exécution	120 jours à compter de la réception de l'ordre de services
Date de notification d'attribution provisoire	Pas de lettre de notification
Date de signature du contrat	8 novembre 2012
Date d'enregistrement	Non enregistré
Fournisseurs consultés	Ets Assane Ndiaye, Quincaillerie Sopey Serigne Fallou, Serigne Modou Ka, Darou Salam Mbacké et Frères, Ets Ayssa ak Sadio
Nombre d'offres reçues	-
Attributaires	Ets Ayssa ak Sadio
Montant du marché en F CFA TTC	24 782 366
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Lettre de notification non transmise
Notification de l'attribution définitive	Lettre de notification non transmise
Non conformités	<p>Le cahier des charges est très sommaire et ne comporte pas de cadre de devis quantitatif estimatif ; ce faisant, les linéaires, les surfaces et les volumes figurant dans les factures pro forma varient d'un soumissionnaire à l'autre rendant les offres difficilement comparables. Ceci dénote une insuffisante définition des besoins qui est le préalable à tout achat efficace.</p> <p>Des visites individuelles ont été organisées avec les fournisseurs qui se sont rapprochés du Responsable des Services Techniques et de la</p>

	<p>Maintenance comme les y invitaient les lettres de saisine préalablement la préparation et au dépôt de leurs offres. Il convient de planifier une visite groupée à une date indiquée dans la lettre d'invitation à soumissionner et de dresser, à l'issue de cette visite, un procès verbal de visite transmis à tous les candidats figurant dans la liste restreinte y compris ceux n'ayant pas assisté à la visite ; ceci assure une information équilibrée des candidats et participe de l'application des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats.</p> <p>L'examen des offres a permis d'identifier des signes de collusion entre les fournisseurs Serigne Modou Ka, Millenium Corporation, Darou Salam Mbacké et Frères, Quincaillerie Sopey Serigne Fallou et les Ets Ayssa ak Sadio attributaire du marché.</p> <p>Ce groupe d'entreprises qui est déjà impliqué dans la procédure de DRP portant sur les travaux de construction et de réhabilitation semble opérer de concert en couverture, à tour de rôle, de l'une d'entre elles dans des procédures de DRP non transparentes en violation de l'article 24 du CMP.</p> <p>Les pièces requises pour avoir accès aux marchés publics n'ont pas fait l'objet de vérification dans le procès verbal d'ouverture des plis.</p> <p>Les lettres d'information des soumissionnaires non retenus au terme de la procédure n'ont pas été établies en violation de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire 004 du PM.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP et de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Veiller à une correcte définition des besoins en établissant le cadre de devis quantitatif estimatif.</p> <p>Veiller à la transparence des procédures de passation des marchés et à l'égalité de traitement des candidats.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP FOURNITURE DE SPLITS ET CLIMATISEURS			
Date de saisine des fournisseurs		1 ^{ère} saisine : 25 mai 2012 1 ^{ère} relance lot 1 : 05 juin 2012 2 ^{ème} relance lot 1: 15 juin 2012	
Date de dépôt des offres		1 ^{ère} date limite de dépôt : 5 juin 2012 1 ^{ère} et 2 ^{ème} relance lot 1 : 26 juin 2012	
Délai de préparation des offres		1 ^{er} délai : 11 jours 2 ^e délai : 21 jours 3 ^e délai : 11 jours	
Date d'ouverture des plis et d'attribution		1 ^{ère} : 05 juin 2012 2 ^{ème} lot 1 : 26 juin 2012	
Date de notification de l'attribution		26 juin 2012 (lettre non déchargée)	
Date d'information des candidats évincés		1 ^{ère} procédure : 11 juin 2012 (Lot 1) 2 ^e relance : 4 juillet 2012 (Lot 1)	
Date de signature du contrat		Lot 1 : 29 août 2012 Lot 2 : 29 juin 2012	
Date d'enregistrement du contrat		-	
Délai d'exécution		Lots 1 et 2 : 60 jours maximum après réception bon de commande	
Fournisseurs consultés		Procédure N° 1 : CCBM- Digital Store- Cassis Froid- Matforce- QSSF Relance 1 : QSSF Relance 2 : Carrefour Médical- Digital Store- Cassis Froid- Matforce- QSSF	
Nombre d'offres reçues		Procédure N° 1 : QSSF Relance : QSSF, Matforce	
Attributaire	MATFORCE	Lot 1 : Splits	5 522 400 F CFA TTC

	QSSF	Lot 2 : Climatiseurs	4 455 400 F CFA TTC
Non conformités	<p>La dénomination sociale des entreprises consultées dans le cadre de cette procédure n'est pas renseignée dans les lettres d'invitation à soumissionner. Il s'agit d'une exigence de la circulaire N° 4 du PM portant instructions pour la mise en œuvre des procédures de DRP à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>La plupart des lettres d'invitation à soumissionner ne portent pas d'accusé de réception attestant leur transmission effective à leurs destinataires supposés, seules deux lettres en portent notamment celle de QSSF et celle de Matforce qui est probablement arrivée en retard et n'a été ouverte que dans la procédure de relance du lot 1. Il n'est pas étonnant qu'une seule offre ait été reçue si on se fie au procès verbal d'ouverture car ces entreprises ont été les seules à soumissionner.</p> <p>Le lot 1 relatif aux splits a fait l'objet de deux relances : une première du 05 juin 2012 en raison de la non consultation d'au moins cinq fournisseurs (une seule lettre d'invitation adressée à QSSF et non déchargée a été jointe au dossier), ce qui conforte notre doute sur la non transmission des lettres classées dans le dossier de marché, une seconde relance pour cause de non-conformité de la seule offre reçue. En fait, MATFORCE avait bien fait une offre au 5 juin 2012 sur le lot N° 1 portant sur les Splits, laquelle offre pourtant paraphée par les membres de la Commission des Marchés, n'a pas été retracée dans le procès verbal d'ouverture pour des raisons inconnues mais a été finalement ouverte le 15 juin et le lot 1 lui a été attribué.</p> <p>Le bordereau quantitatif joint aux lettres d'invitation ne fait pas la distinction entre le lot 1 relatif aux splits et le lot 2 qui concerne les climatiseurs.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires.</p> <p>Les contrats n'ont pas été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI.</p>		

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP.</p> <p>Veiller à faire décharger par les destinataires les lettres d’invitation, de notification d’attribution et d’information des candidats non retenus.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités d’enregistrement conformément à l’article 424-12 du CGI.</p>
Commentaires de l’Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP ACQUISITION D'UN SEMI AUTOMATE D'HEMOSTASE	
Date des lettres d'invitation	25 mai 2012
Date limite de dépôt des offres	05 juin 2012
Délai de préparation des offres	11 jours
Délai de validité des offres	90 jours
Date d'ouverture des plis et d'attribution	05 juin 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	11 juin 2012
Date de signature du contrat	29 juin 2012
Date d'enregistrement du contrat	Non enregistré
Délai d'exécution	Exercice budgétaire 2012
Fournisseurs consultés	05 : Technologies Services- SSM- SOTELMED- Carrefour Médical- DRP
Nombre d'offres reçues	04 : Technologies Services- SSM- Carrefour Médical- DRP
Attributaire	SSM
Montant du marché en F CFA TTC	2 832 000
Invitation des candidats	Lettres d'invitation adressées aux candidats non déchargées
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus non déchargées
Non conformités	Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas l'identité des candidats consultés dans le cadre de la procédure en cours en violation de la circulaire 004 du PM du 31 mars 2009 ; lesdites lettres n'ont pas été déchargées pour apporter la preuve de leur transmission effective à

	<p>leurs destinataires.</p> <p>Nous notons que l'autorité contractante avait joint aux lettres d'invitations des candidats pressentis un descriptif très précis du matériel lié à l'hémostase requis. Cependant, aucun rapport technique permettant d'effectuer la comparaison des offres vis-à-vis des spécifications techniques demandées n'a été établie, le prix a été le critère déterminant dans le choix de l'offre de l'attributaire de ce marché en violation de l'article 59 du CMP. L'examen des offres vient conforter ce point car les soumissionnaires n'ont pas tous proposé les mêmes spécifications techniques que celles requises par l'Autorité Contractante, ceci est le cas du candidat DRP.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires. Nous n'avons pas la certitude que les candidats évincés ont bien reçu ces lettres qui leur permettraient d'exercer leur droit de recours en cas de désaccord avec la décision d'attribution prise par la commission des marchés. Il s'y ajoute que les dites lettres ne mentionnent pas le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'est pas enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.</p> <p>Ce même contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.</p> <p>Le contrat indique que la durée du marché s'étend sur l'exécution budgétaire 2012 au lieu de fixer un délai de livraison précis puisqu'il ne s'agit pas d'un marché à commande, qui servirait de point de départ de calcul des pénalités en cas de retard dans l'exécution du marché.</p> <p>Aucune pièce relative à l'exécution et au règlement du marché n'a été versée au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13.7, 59, 133 du CMP.</p> <p>Veiller à faire décharger par les destinataires les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités d'enregistrement conformément à l'article 424-12 du CGI.</p>

	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP FOURNITURE D'UN APPAREIL A EAU DISTILLEE		
Date des lettres d'invitation	25 mai 2012	
Date limite de dépôt des offres	05 juin 2012	
Délai de préparation des offres	11 jours	
Délai de validité des offres	90 jours	
Date d'ouverture des plis et d'attribution	05 juin 2012	
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	11 juin 2012	
Date de signature du contrat	29 juin 2012	
Date d'enregistrement du contrat	Non enregistré	
Délai d'exécution	60 jours maximum après réception bon de commande	
Fournisseurs consultés	05 : Technologies Services- SSM- SOTELMED- Carrefour Médical- DRP	
Nombre d'offres reçues	04 : Technologies Services- SSM- Carrefour Médical- DRP	
Attributaire	Technologies Services	
Montant du marché en F CFA TTC	2 583 103	
Invitation des candidats	Lettres d'invitation adressées aux candidats non déchargées	
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus non déchargées	
Non conformités	Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas l'identité des candidats consultés dans le cadre de la procédure en cours en violation de la circulaire 004 du PM du 31 mars 2009 ; lesdites lettres n'ont pas été déchargées pour apporter la preuve de leur transmission effective à	

	<p>leurs destinataires.</p> <p>Nous notons que l'autorité contractante avait joint aux lettres d'invitations des candidats pressentis un descriptif très précis du matériel lié à l'hémostase requis. Cependant, aucun rapport technique permettant d'effectuer la comparaison des offres vis-à-vis des spécifications techniques demandées n'a été établie, le prix a été le critère déterminant dans le choix de l'offre de l'attributaire de ce marché en violation de l'article 59 du CMP.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires. Nous n'avons pas la certitude que les candidats évincés ont bien reçu ces lettres qui leur permettraient d'exercer leur droit de recours en cas de désaccord avec la décision d'attribution prise par la commission des marchés. S'y ajoute que les dites lettres ne mentionnent pas le nom de l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'est pas enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.</p> <p>Ce même contrat ne mentionne pas la clause relative aux pénalités de retard en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.</p> <p>Aucune pièce relative à l'exécution et au règlement du marché n'a été versée au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 13.7, 59, 133 du CMP.</p> <p>Veiller à faire décharger par les destinataires les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités d'enregistrement conformément à l'article 424-12 du CGI.</p> <p>Un procès verbal daté du 15 mai 2012 a été joint au dossier. En effet, il s'agit du procès verbal d'ouverture lié à la procédure qui avait été lancée au préalable et où la commission a constaté que cinq fournisseurs au moins n'avaient pas été sollicités simultanément, par écrit, conformément à l'article 78-2 du CMP et décide de relancer le marché. Néanmoins, l'autorité contractante aurait du informer les soumissionnaires du report de la date d'ouverture des plis et leur demander soit de proroger la durée de validité de leurs offres soit de</p>

	<p>faire une nouvelle proposition et envoyer des lettres d'invitation à d'autres fournisseurs pour élargir la concurrence conformément à l'article 78 du CMP et à la circulaire 004 du PM portant instructions pour la mise en œuvre de procédure de DRP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP INSTALLATION DE POINTS D'EAU	
Date des lettres d'invitation	26 décembre 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	28 décembre 2012
Délai de préparation des offres	2 jours
Délai de validité des offres	-
Date de l'évaluation technique	28 décembre 2012
Date d'attribution	31 décembre 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	-
Date de signature du contrat	08 janvier 2013
Date d'enregistrement du contrat	-
Délai d'exécution	60 jours à partir de la réception de l'ordre de service
Fournisseurs consultés	05 : Quincaillerie Sopey Serigne Fallou (QSSF)- MIL.COR- Serigne Modou Ka- Darou Salam Mbacké & Frères- Mamoune Guèye
Nombre d'offres reçues	05 : Quincaillerie Sopey Serigne Fallou (QSSF)- MIL.COR- Serigne Modou Ka- Darou Salam Mbacké & Frères- Mamoune Guèye
Attributaire	QSSF
Montant du marché en F CFA TTC	3 993 356
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	Lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenues non jointes au dossier
Non conformités	Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent pas l'identité des candidats consultés dans le cadre de la procédure en cours en violation de la circulaire 004 du PM du 31 mars 2009.

	<p>Le délai de préparation des offres de deux jours est très court pour un marché de travaux.</p> <p>Un rapport technique a été joint au dossier. Nous avons noté que ce rapport fait allusion à des spécifications techniques auxquelles toutes les offres ont été conformes. Cependant, l'évaluation de ces dernières n'a été aucune fois relatée dans ce rapport en violation de l'article 59 du CMP. S'y ajoute que ces spécifications techniques n'ont pas été portées à notre connaissance, le cahier de charges n'étant pas classé au dossier.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier.</p> <p>L'examen des offres des candidats nous a permis de noter certaines similitudes sur ces dernières. En effet, la même faute est commise sur le mot « néonatalogie » qui est écrit « néonatalogie ». Tous les chiffres des prix unitaires et prix totaux sont collés, des sauts de lignes ont été faits aux mêmes endroits sur toutes les factures, les termes « prix unitaire et prix total » sont écrits avec une virgule « P, unitaire » et « P, total ». Nous avons constaté sur plusieurs DRP la récurrence de la consultation du même groupe d'entreprises et qui présentent à chaque fois des signes de collusion, ceci nous semble être une concurrence simulée.</p> <p>En effet, toutes ces ressemblances soulevées au niveau des offres des candidats laissent entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs, ce qui constitue une entrave à l'esprit du CMP et au principe de la liberté d'accès à la concurrence étant donné que ces entreprises ont été consultées par l'autorité contractante.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis n'est pas enregistré en violation de l'article 424-12 du CGI.</p> <p>Aucune pièce relative à l'exécution et au règlement du marché n'a été versée au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP.</p> <p>Accorder un délai raisonnable aux candidats pressentis pour donner aux soumissionnaires le temps de bien préparer leurs offres.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 du CMP.</p> <p>Bannir la collusion car cela restreint l'accès à la commande publique et</p>

	<p>veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités d'enregistrement conformément à l'article 424-12 du CGI.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP N° 04/FONCT/MSAS/CHNMFT/2012 REALISATION DE TRAVAUX INFORMATIQUES	DRP N° 06/FONCT/MSAS/CHNMFT/2012 Lot 1 : FOURNITURE DE MENUISERIE Lot 2 : FOURNITURE DE MACONNERIE
Date de saisine des fournisseurs	07 juin 2012 12 juin 2012	25 septembre 2012
Date d'ouverture des plis	26 juin 2012	02 octobre 2012
Délai de préparation des offres	18 jours 13 jours	06 jours
Date d'attribution	26 juin 2012	2012
Notification d'attribution	26 juin 2012	Néant
Information des candidats non retenus	28 juin 2012	Néant
Fournisseurs consultés	1. Groupe Alliance Télécoms; 2.Touba Africom; 3. Digital Store; 4. Mami Net Technologies; 5.Groupe Business Hitech; 6. Mitis; 7. Multiservices; 8. SCI; 9. Microbit System; 10. Informatique Visiocontact	Entreprise Touba Bois ; Ets Assane Ndiaye ; QSSF
Nombre d'offres reçues	Deux (08) : Groupe Business Hitech ; Baye Multiservices ; Touba Africom ; Mami Net Technologies ; Microbit System ; Groupe Alliance Télécom ; SCI ; Visiocontact	Lot 1 : Trois (03) : Entreprise Touba Bois ; Ets Assane Ndiaye ; QSSF Lot 2 : Deux (02) Ets Assane Ndiaye ; QSSF

Attributaires	GROUP BUSINESS HIGH TECH	Lot 1 : QSSF	Lot 2 : ASSANE NDIAYE
Montant du marché en F CFA	12 935 750	Lot 1 : 5 778 750 F CFA TTC	Lot 2: 2 370 680 F CFA TTC
Non conformités	<p>DRP N° 04/FONCT/MSAS/CHNMFT 2012</p> <p>Les lettres d’invitation à soumissionner ne donnent pas d’indications sur l’identité des candidats invités à participer à la consultation en violation de la circulaire 004 du PM du 31 mars 2009 ; lesdites lettres n’ont pas été déchargées pour apporter la preuve de leur transmission effective à leurs destinataires.</p> <p>Les fonctions exercées au sein de l’Autorité Contractante, et la qualité de membre titulaire ou de suppléant, des personnes siégeant aux réunions de la commission des marchés, n’ont pas été précisées dans le procès-verbal d’ouverture des plis ; cette information est importante en ce qu’elle permet aux vérificateurs, d’apprécier les éventuelles incompatibilités, pouvant frapper les personnes concernées ;</p> <p>Deux PV de Réception Technique Définitive avec des dates différentes ont été joints au dossier. Dans le PV de réception technique définitive du 03 octobre 2012, un membre de la commission de réception interne a signalé que les câbles qui mènent vers la cuisine et la kinésithérapie ne sont pas sécurisés et que cela n’a pas empêché aux membres de la commission de certifier que les travaux ont été exécutés dans les règles de l’art. Des signes de collusion ont été relevés dans les offres de Microbit et Groupe Alliance Télécom qui sont identiques sur la présentation sans aucune différence, seule l’en-tête a changé.</p> <p>Le contrat n’est pas enregistré à la DGID, en violation de l’article 424.12 du CGI ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation des articles 13.7</p>		

	<p>et 133 du CMP.</p> <p>DRP N° 06/FONCT/MSAS/CHNMFT 2012 FOURNITURE DE MENUISERIE ET DE MACONNERIE</p> <p>Le contrat n'est pas enregistré à la DGID, en violation de l'article 424.12 du CGI ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation des articles 13.7 et 133 du CMP.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et de rejet des offres des candidats non retenus ne sont versées pas dans le dossier qui nous a été remis.</p>
Recommandations	<p>Définir les fonctions de chaque membre de la commission des marchés ;</p> <p>Veiller au respect des articles 13.7 et 133, sur la mention des pénalités de retard ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 424.12 du CGI, sur l'enregistrement des contrats, avant la mise en paiement des factures ;</p> <p>Il convient de demander aux autorités de veiller au précompte de la TVA et à son reversement.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil-Audit-Expertise-Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Directeur
du Centre Hospitalier National
Matlaboul Fawzaïni de Touba
(CHNMFT)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Monsieur le Directeur,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur**, l'expression de notre parfaite considération.




Abba Guèye
Directeur-Associé

B. S. C.
Business System Consulting Group
12 Rue du Docteur Thieze
Tél : 221 33 41 72 - Fax : 221 33 03 03
Dakar 11016 - Dakar SENEGAL
Email : bsc@arc.sn

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE